



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 20/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIRMOTOM

Hôtel de l'Intercommunalité
4 rue Edouard Branly
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/25-0411
Code AIOT : 0006501883

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 février 2025 dans l'établissement SIRMOTOM implanté Rue de la Grande Haie 77130 Montereau-Fault-Yonne. L'inspection a été annoncée le 31 janvier 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques(<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIRMOTOM
- Rue des Prés 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0006501883
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Syndicat de la région de Montereau-Fault-Yonne pour le Traitement des Ordures Ménagères (SIRMOTOM) exploite sur la commune de Montereau-Fault-Yonne une déchetterie, mise en service le 06 janvier 2025, relevant du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces installations sont régies par l'arrêté préfectoral n° 2023-35/DCSE/BPE/IC du 08 novembre 2023 pour les activités relevant des rubriques :

- n° 2710-1-a - Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial pour une capacité autorisée à 20,6 tonnes ;
- n° 2710-2-a - Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial pour un volume autorisé à 710,6 m³.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 3.12.2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 3.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Étiquetage des substances et préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 3.11.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Capacité de rétention	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 3.11.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 6.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 6.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 2.2	Sans objet
2	Prévention des chutes et collisions	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 2.11	Sans objet
8	Localisation et Inventaire des stocks de substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 6.2.2	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 6.4.8	Sans objet
11	Registre de déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations ont été mises en services en début d'année 2025. L'inspection des installations classées a constaté que certains documents administratifs ne sont pas encore finalisés, de ce fait l'exploitant devra transmettre ces documents dans les délais fixés.

Néanmoins, l'inspection des installations classées a constaté que les conditions d'exploitation et les dispositifs de sécurité du site étaient conformes aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 2.2

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles. [...]

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités mises en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs de confinement du réseau de gestion des eaux pluviales détaillés ci-après ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers, des produits utilisés et/ou stockés et des installations du site.

Constats :

Les consignes d'exploitation étaient à dispositions à l'accueil du site, l'inspection des installations classées a pris connaissance en outre des procédures suivantes :

- sécurité incendie,
- risques liés à la présence de produits ou déchets chimiques,
- risques liés à la présence de déchets explosifs,
- risques liés à l'agression des personnels,

- astreinte régionale.

Ces procédures n'ont appelé aucune observation particulière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des chutes et collisions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 2.11

Prescription contrôlée :

Le quai de déchargement de la plateforme haute est muni d'un dispositif anti-chute adapté, installé tout le long de la zone de déchargement. Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de cette zone.

Les locaux des collectes spécifiques, des déchets diffus spécifique, des déchets d'équipements électriques et électroniques sont strictement réservés aux personnels de service. Un affichage visible interdit l'accès de ces zones aux usagers.

L'accès à la zone des compacteurs est strictement interdit aux usagers.

II - Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules et des piétons. L'éclairage et la signalisation sont adaptés au déchargement des déchets.

Constats :

La zone de déchargement des déchets, destinés aux compacteurs, est légèrement surélevée et ne présente aucun risque de chute.

L'accès à la zone d'entreposage et de manipulation des compacteurs est interdite au public. Les voies de circulation sont libres de tout encombrement.

Les différentes zones d'entreposage des déchets étaient clairement identifiées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 3.12.2

Prescription contrôlée :

La qualité des eaux souterraines est contrôlée au moins deux fois par an, l'une en période de basses eaux (septembre-octobre) et l'autre en période de hautes eaux (mars-avril), pendant au minima 4 ans, au moyen de quatre piézomètres implantés comme suit :

- PZ1, situé en amont (Nord-Est) au droit de la plateforme haute, au niveau de l'alvéole des gravats ;
- PZ2, situé en aval (Sud-Est), au droit de l'espace vert jouxtant le parking usagers ;
- PZ3, situé à l'Ouest, au droit de la plateforme basse, au niveau des compacteurs ;
- PZ4, situé au centre du site, au droit de la plateforme basse, sur la partie bétonnée au niveau du collecteur de récupération d'huile alimentaire.

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe n° 1. Le plan est actualisé à

chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.
<p>Constats :</p> <p>Le SIRMOTOM a justifié du suivi de la qualité des eaux souterraines au droit du piézomètre PZ3 pour l'année 2024.</p> <p>Les piézomètres PZ1, PZ2 et PZ4 rebouchés durant la phase d'exécution des travaux n'ont pas encore fait l'objet d'un nouveau forage. De ce fait le suivi de la qualité des eaux souterraines au droit du site, pour l'année 2024, est incomplet.</p> <p>L'exploitant déclare que la mise en œuvre de ces trois nouveaux piézomètres devrait être effective d'ici à mi-mai 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à l'inspection des installations classées les documents justifiant de la création des trois nouveaux piézomètres.</p> <p>A l'issue, réaliser une campagne d'analyse de la qualité des eaux souterraines.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 3.6.2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) • les secteurs collectés et les réseaux associés • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un plan permettant d'identifier clairement les différents réseaux du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 3.11.1
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, et s'il y a lieu le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le local d'entreposage des déchets dangereux n'est pas clairement identifié de l'extérieur. Cependant, tous les déchets entreposés sont identifiés, leur caractère de dangerosité est précisé à l'aide d'un pictogramme et la gestion de l'incompatibilité des produits est réalisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Justifier de l'identification extérieure des différents locaux d'entreposage des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 3.11.2
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les capacités de rétention ou les réseaux d'effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

Constats :

Les produits et déchets susceptibles de générer une pollution étaient entreposés au sein d'un local muni d'une rétention au sol.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la capacité de la rétention associée au local.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Justifier de la capacité de rétention associée au local.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 6.2.1

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones pouvant présenter des risques d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques de par la présence des produits stockés ou utilisés, ou d'atmosphères explosibles ou nocives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Il distingue trois types de zones :

- les zones à risque permanent ou fréquent ;
- les zones à risque occasionnel ;
- les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.

Constats :

L'exploitant n'a pas pu communiquer un plan mentionnant les différentes zones à risque situées sur le site.

Il a déclaré que celui-ci était en cours de réalisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre le plan permettant la localisation des zones à risque.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Localisation et Inventaire des stocks de substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 6.2.2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux seront tenus à jours dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un inventaire des stocks des déchets dangereux entreposés est réalisé à chaque fin de journée. En cas de nécessité, cet état est disponible dans les bureaux d'accueil de la déchetterie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 6.4.8
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.</p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier ; - le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ; - la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ; - la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ; - les déchets et les filières de gestion des déchets ; - les moyens de protection et de prévention ; - les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ; - les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a justifié avoir défini un programme de formation pour chacun des personnels.</p> <p>A ce titre, l'inspection des installations classées a constaté que les agents de la déchetterie avaient participé aux formations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Equipier de premières interventions • Reconnaissance amiante et communication

- Sauveteur secouriste du travail
- Aptitudes CACES
- Vigilance attitude

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 6.5.2

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 l, et des pelles.

Constats :

La déchetterie est dotée d'une réserve d'eau de 120 m³ destinée à la lutte contre l'incendie. Cette dernière était en attente de certification de conformité par les services départementaux d'incendie et de secours.

Le site possède également plusieurs extincteurs dont la liste, précisant le nombre, lieu d'implantation et date de mise en service, n'a pas pu être communiquée à l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre l'attestation de conformité de la réserve d'eau d'incendie et la liste des extincteurs présents sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Registre de déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de l'expédition ; • le nom et l'adresse du destinataire ; • la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) ; • le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; • l'identité du transporteur ; • le numéro d'immatriculation du véhicule.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a justifié établir un registre dématérialisé mentionnant les renseignements obligatoires, à l'exception du code déchet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Etudier la possibilité de rajouter le code déchet au sein du registre dématérialisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

